

Communisme et temps libre¹

Michel Husson, *Critique communiste* n°152, Été 1998

Le *Manifeste du parti communiste* expose un programme en dix points, dont le huitième fait un peu froid dans le dos, puisqu'il s'énonce ainsi : « *Travail obligatoire pour tous ; organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture* »². Plus tard, un passage fameux du *Capital* ouvre une perspective plus attrayante, et sans doute plus moderne : « *La seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. Mais cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté, qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité. La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de travail* »³.

Du Manifeste au Capital.

Entre ces deux positions, on sait que Marx a varié, et est même passé par un discours systématique sur la disparition du travail. Avec Engels il explique ainsi, dans *L'idéologie allemande*, que « *la révolution communiste est dirigée contre le mode d'activité antérieur, elle supprime le travail* », qu'il ne s'agit pas « *de rendre le travail libre, mais de le supprimer* »⁴. Peut-on pour autant parler d'une progression linéaire, de la constitution progressive d'une conception marxiste du communisme, peu à peu débarrassée de ses oripeaux idéalistes, utopiques ou hégéliens ? Bref, peut-on, de ce point de vue aussi, opposer un Marx de la maturité à celui de la jeunesse ? A cette question, il faut répondre par la négative. On peut même s'amuser à dresser ici une homologie entre la pensée de Marx et le capital : de la même façon que le capitalisme contemporain combine des traits acquis durant l'onde longue expansive de l'après-guerre et une tendance à la régression vers les formes les plus primitives de l'exploitation, le projet théorique de Marx avance sur plusieurs fronts, se développe sur différents niveaux qu'il articule différemment. Certaines thématiques apparaissent, disparaissent, puis sont reprises et réinsérées dans un ensemble restructuré. On ne voit pas pourquoi Marx aurait appliqué une autre méthode de pensée que celle qu'il a si clairement exposée. C'est en fonction même de ce mode de progression qu'il est possible de soutenir que l'exposé le plus systématique de la crise du salariat se trouve dans les *Grundrisse*⁵.

¹ Cet article reprend, à quelques modifications près, une communication à la rencontre internationale « Le Manifeste communiste, 150 ans après », Paris 13-16 mai 1998.

² Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, Marx-Engels, *Oeuvres choisies*, tome 1, Editions du Progrès, Moscou 1955, p.43.

³ *Le Capital*, Editions sociales, 1960, VIII, p.199.

⁴ Karl Marx et Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*, Editions sociales, 1968, p.68, 232 et 248.

⁵ C'est une thèse voisine que défend depuis longtemps Antonio Negri, mais pour en tirer des leçons assez différentes. Voir Negri, *Marx au-delà de Marx*, 1979 (réédition L'Harmattan 1996), ainsi que le chapitre critique que lui consacre Daniel Bensaïd dans *La discordance des temps*, Les Editions de la Passion, 1995.

Ailleurs, et même dans les oeuvres dites de la maturité, les affirmations du nécessaire dépassement du capitalisme se placent à un niveau qui est rarement celui de sa critique la plus radicale et, en tout cas, ne résiste pas vraiment à l'expérience historique. Dans le *Manifeste*, pour commencer, on trouve une version catastrophiste prédisant l'effondrement du capital par sur-paupérisation du prolétariat : « *L'ouvrier moderne au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui* »⁶.

Cette vision se combine pourtant déjà, et là est tout le génie de Marx, avec une approche faisant de la surproduction la source même de cet appauvrissement : « *La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance ; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elles disposent ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui leur fait obstacle ; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise toute entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives ; de l'autre en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir* »⁷.

Cependant, ce modèle repose sur une hypothèse fondamentale, qui est celle d'un blocage du salaire réel, ou au moins d'une progression durablement inférieure au développement des forces productives. Pour en apprécier la portée, il faut ensuite introduire une distinction entre deux niveaux de manifestations des contradictions du capitalisme, les crises périodiques et les crises systémiques. Les premières, contrairement à la représentation harmonieuse des libéraux contemporains de Marx ou de leurs héritiers idéologiques, sont inscrites dans les mécanismes essentiels du capitalisme. Sur ce point, Marx a évidemment mille fois raison, et la compréhension du cycle économique est déjà présente dans le texte du *Manifeste*. Mais pour que ces crises périodiques accumulent leurs effets et débouchent sur la possibilité d'un effondrement du système capitaliste dans son ensemble, il faut des hypothèses supplémentaires. Le blocage du salaire réel en est une, qui n'a pas été vérifiée. Les luttes ouvrières ont obtenu des effets cumulatifs, contrairement à la formule bien frappée de Marx et Engels : « *Parfois, les ouvriers triomphent ; mais c'est un triomphe éphémère* »⁸. Ce postulat reste cependant très prégnant dans toute une tradition marxiste de l'analyse du capitalisme, et ce pessimisme radical se retrouve d'une certaine manière dans les luttes contemporaines sur le temps de travail, lorsque les partisans du revenu prennent pour acquis que l'on ne peut rien gagner sur l'emploi.

⁶ *Manifeste du parti communiste*, p.34.

⁷ *Manifeste du parti communiste*, p.28.

⁸ *Manifeste du parti communiste*, p.31.

Il serait d'autant plus absurde d'opposer réduction de la journée de travail et lutte pour les salaires (ou encore pour un revenu universel), qu'il s'agit de deux moyens d'augmenter la valeur de la force de travail. En Angleterre, l'année même de parution du *Manifeste*, a été mise en oeuvre une loi sur les 10 heures et demi. Marx en parle comme d'une « *augmentation des salaires subite et imposée non point à quelques industries locales quelconques, mais aux branches industrielles maîtresses qui assurent la suprématie de l'Angleterre sur les marchés mondiaux* »⁹. C'est d'ailleurs dans ce même texte que Marx introduit la détermination du salaire, dans chaque pays, « *par un standard de vie traditionnel [qui] ne consiste pas seulement dans l'existence physique, mais dans la satisfaction de certains besoins naissant des conditions sociales dans lesquelles les hommes vivent et ont été élevés* »¹⁰. Cependant, malgré ces passages où Marx constate que le salaire peut progresser, au moins dans certains pays, par réduction du temps de travail et élévation du standard de vie, il continue à se situer dans un cadre théorique où le salaire croît forcément moins vite que la productivité du travail, qui est celui de la définition stricte de la baisse tendancielle du taux de profit.

C'est cette mécanique de baisse tendancielle du taux de profit qui devrait conduire, à peu près inexorablement, à la crise systémique du capitalisme. Il s'agit d'une crise qui naît à l'intérieur des principes d'économicité du capitalisme, plutôt que dans leur opposition croissante à la satisfaction des besoins sociaux. C'est pourquoi, comme le fait remarquer Maler¹¹, rares sont les occasions où Marx évoque le communisme dans *Le Capital*. Et, de ce point de vue, quitte à préférer une nouvelle incongruité, on peut avancer que *Le Capital* est en retrait par rapport à l'exposé le plus moderne et le plus radical de la crise des rapports de production capitalistes, que l'on trouve dans les *Grundrisse*. Cela ne signifie pas que l'on dispose pour autant d'une description positive de la société à venir, d'une vision programmatique achevée. Mais c'est probablement là que Marx donne la démonstration la plus profonde, et aussi la plus moderne, de la possibilité du communisme, et de sa nécessité. Elle tourne autour du temps de travail.

Les *Grundrisse*, ou le maillon manquant.

La tentation est grande de recopier les pages lumineuses de la section des *Grundrisse* intitulée « *Le procès de travail et le capital fixe* »¹², car ce sont sans doute les plus fascinantes et, en tout cas, les plus actuelles de Marx. Il y développe l'idée que la productivité doit finir par faire craquer le carcan de la production capitaliste, dont l'économie du temps de travail constitue le « *seul principe déterminant* »¹³. Le développement du machinisme et du capital fixe a précisément pour effet de réduire à peu de choses l'intervention du travail humain. Marx anticipe ici sur les progrès ultérieurs de l'automation en écrivant par exemple que « *le travail immédiat en tant que tel cesse d'être le fondement de la production, puisqu'il est transformé en une activité qui consiste essentiellement en surveillance et régulation ; tandis que le produit cesse d'être créé par le travailleur immédiat, et résulte plutôt de la combinaison de l'activité sociale que de la simple activité du producteur* »¹⁴. Ce tableau est probablement plus

⁹ Karl Marx, *Salaire, prix et profit*, Marx-Engels, *Oeuvres choisies*, tome 1, Editions du Progrès, Moscou 1955, p.423.

¹⁰ *Salaire, prix et profit*, p.467.

¹¹ Henri Maler, *Convoiter l'impossible. L'utopie avec Marx, sans Marx*, Albin Michel, 1995, p.327.

¹² Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique [Grundrisse]*, Editions Anthropos, 1968, tome 2, p.209-231. Voir aussi *Oeuvres*, Economie II, Gallimard, Pléiade, 1968, p.297-311.

¹³ *Grundrisse*, tome 2, p.215.

¹⁴ *Grundrisse*, tome 2, p.226-227.

proche des industries d'aujourd'hui que des grandes fabriques de l'époque de Marx. Dans le même registre, il est étonnant de lire que « *plus le capital fixe se développe sur une large échelle, plus la continuité du processus de production, ou le flux constant de la reproduction, devient une condition et une contrainte extérieure du mode de production capitaliste* »¹⁵, tant cette proposition trouve un écho dans les analyses contemporaines des processus de travail. L'idée d'une dématérialisation de la production est également présente, lorsque Marx affirme que « *le travailleur n'insère plus, comme intermédiaire entre le matériau et lui, l'objet naturel transformé en outil* »¹⁶, de telle sorte que le travail est réduit « *à une pure abstraction* ». Dans ces conditions, « *ce n'est ni le temps de travail utilisé, ni le travail immédiat effectué par l'homme qui apparaissent comme le fondement principal de la production de richesse* », mais plutôt « *le développement de l'individu social* »¹⁷.

Ces passages ont donné lieu à des interprétations largement divergentes. Negri y trouve une anticipation de sa thèse selon laquelle le développement de la productivité a d'ores et déjà vidé la loi de la valeur de toute opérationnalité : « *Le travail vivant devient d'autant plus présence hégémonique et critère d'orientation dans son développement que la loi de la valeur, ou plutôt de la mesure de l'exploitation, a vieilli et est devenu inutile* »¹⁸. A cette lecture, Bidet oppose la défense de la théorie marxiste « *achevée* », en expliquant que ces énoncés « *sont rigoureusement dépourvus de pertinence dans la théorie achevée de Marx, selon laquelle il est clair que le temps de travail n'est pas la mesure de la 'richesse' (mais de la valeur), ni la valeur d'échange la mesure de la valeur d'usage. Ils sont, dans le cadre de la théorie de Marx, tout simplement erronés* »¹⁹. Il y a là deux contresens symétriques. Loin d'être la victime d'une confusion entre richesse et valeur, Marx veut montrer que c'est la prétention du capital de faire passer l'une pour l'autre ne peut se prolonger. Autrement dit, une scission s'opère entre l'efficacité propre du mode de production capitaliste (mesurée par l'économie de temps de travail) et le mode de distribution de la richesse sous forme de temps libre, que ses propres succès rendent possibles. C'est un enjeu très actuel de bien saisir cette dimension systémique de la crise du capital, qui désormais refuse explicitement la satisfaction de toute une série de besoins sociaux qui ne répondent pas à son mode de calcul économique. Negri commet l'erreur inverse qui consiste à penser que, parce que le dépassement est possible, il est en train de se réaliser en pratique. C'est au contraire cette tension entre un potentiel énorme et les mécanismes de reproduction du capital qui donne au capitalisme contemporain une « *couleur* » relativement inédite : il « *prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps de travail, et les enserrer dans des limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite. Les forces productives et les rapports sociaux – simples faces différentes du développement de l'individu social – apparaissent uniquement au capital comme des moyens pour produire à partir de sa base étriquée* »²⁰.

Ce cadre théorique se distingue donc nettement des interprétations simplistes et mécanistes ultérieures. En effet, les propres extrapolations de Marx lui reviendraient comme un boomerang critique, s'il avait réduit le travail productif au travail physique direct, la marchandise aux objets matériels, et confondu valeur et richesse. La suggestion cohérente avec

¹⁵ *Grundrisse*, tome 2, p.219.

¹⁶ *Grundrisse*, tome 2, p.221.

¹⁷ *Grundrisse*, tome 2, p.221-222.

¹⁸ Antonio Negri, « Vingt thèses sur Marx » in *Marx après les marxismes*, L'Harmattan, 1997.

¹⁹ Jacques Bidet, *Le socialisme et ses paradigmes*, communication au colloque « La question du socialisme aujourd'hui » organisé par Actuel Marx, Nanterre, 3-4 octobre 1997

²⁰ *Grundrisse*, tome 2, p.223.

la grille de lecture avancée ici est qu'une partie seulement de ces analyses a été reprise dans *Le Capital*, tandis qu'une autre est restée en somme en jachère. On peut certes transcrire certains de ces passages et les interpréter comme une analyse de la croissance de la composition organique. C'est le cas lorsque Marx écrit que le capital « *tend toujours lui-même à créer du temps disponible d'un côté, pour le transformer en surtravail de l'autre. S'il réussit trop bien à créer un temps disponible, il souffrira de surproduction, et le travail nécessaire sera interrompu, parce que le capital ne peut plus mettre en valeur aucun surtravail* »²¹. On retombe sur la surproduction, liée à une réduction du travail nécessaire, en d'autres termes à une élévation de la composition organique.

Cependant, ce rabattement sur la théorie « classique » du *Capital* est seulement partiel. Il consiste à n'examiner que des rapports de valeur tels la composition organique ou le taux de plus-value, ce qui est logique dès lors qu'il s'agit d'analyser la dynamique capitaliste, mais laisse de côté la distinction fondamentale introduite entre valeur et richesse, autrement dit entre valeur d'échange et valeur d'usage. Ce dont il est question ici, c'est bien en effet de productivité sociale, autrement dit d'un ratio qui compare une masse de valeurs d'usage et le nombre de travailleurs. Marx parle ainsi d'une « *énorme disproportion entre le temps de travail utilisé et son produit* »²². Une autre lecture est alors légitimée : elle se situe à un niveau plus fondamental, celui de la mise en cause du mode de production capitaliste lui-même.

Il suffit, après tout, de lire Marx qui explique comment le capital creuse sa propre tombe. C'est la formidable réussite du capitalisme, mesurée à l'aune de son principe essentiel, l'économie de temps de travail, qui ouvre ainsi la possibilité d'un dépassement de ses propres contradictions : « *la production basée sur la valeur d'échange s'effondre de ce fait, et le procès de production matériel immédiat se voit lui-même dépouillé de sa forme mesquine, misérable, antagonique. C'est alors le libre développement des individualités. Il ne s'agit plus dès lors de réduire le temps de travail nécessaire en vue de développer le surtravail, mais de réduire en général le travail nécessaire de la société à un minimum. Or, cette réduction suppose que les individus reçoivent une formation artistique, scientifique, etc., grâce au temps libéré et aux moyens créés au bénéfice de tous* »²³. Comment mieux exprimer que le communisme, c'est, fondamentalement, la libération du temps ; comment mieux souligner, en ce sens précis, son indéniable actualité ?

De ce point de vue, nous nous plaçons ici dans la tradition de Mandel, qui se situe clairement dans cette lignée : « *C'est dans le double caractère de l'automation que se reflète de manière concentrée toute la contradiction historique du capitalisme. Potentiellement l'automation pourrait signifier achèvement du développement des forces productives matérielles, qui pourrait libérer l'humanité de toute contrainte d'un travail mécanique, répétitif, non créateur et aliénant. Dans les faits, elle signifie, à nouveau, mise en péril de l'emploi et du revenu, renforcement du climat de peur d'une remontée du chômage chronique massif et de l'insécurité, allant périodiquement jusqu'à la baisse de la consommation et du revenu, donc à l'appauvrissement intellectuel et moral. L'automation capitaliste en tant que développement puissant à la fois de la force productive du travail et de la force destructive et aliénante de la marchandise et du capital devient l'expression la plus caractéristique des contradictions inhérentes au mode de production capitaliste* »²⁴. Mandel va même encore plus loin en parlant d'impossibilité : « *L'automation générale dans la grande industrie est impossible en régime*

²¹ Grundrisse, tome 2, p.225-226.

²² Grundrisse, tome 2, p.221.

²³ Grundrisse, tome 2, p.222.

²⁴ Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, Editions de la Passion, 1997, p.173.

capitaliste. Attendre une telle automatisation généralisée aussi longtemps que les rapports de production capitalistes ne sont pas supprimés, est tout aussi faux que d'espérer la suppression de ces rapports de production des progrès mêmes de cette automatisation »²⁵.

Réduction ou fin du travail ?

Il existe aujourd'hui, sous des formes plus ou moins construites, l'idée que c'est la revendication d'un revenu garanti qui constitue l'axe d'un programme anticapitaliste. Cette idée est entrée en phase avec les objectifs concrets que s'est donné le mouvement des chômeurs en France, et elle est théorisée par un courant influencé notamment par les thèses de Negri. Ces dernières, on vient de le voir, s'appuient sur une lecture de Marx, notamment des *Grundrisse*, à notre sens doublement fautive. Elle renvoie d'abord sur une critique superficielle de la loi de la valeur qui aurait perdu « tout sens face à la démesure de l'accumulation sociale »²⁶, et même « déjà au cours de la deuxième révolution industrielle ». Cette lecture repose ensuite sur le pseudo-concept marxien de *general intellect*, poussé jusqu'à ses ultimes implications : « Le travailleur, aujourd'hui, n'a plus besoin d'instruments de travail (c'est-à-dire de capital fixe) qui soient mis à sa disposition par le capital. Le capital fixe le plus important, celui qui détermine les différentiels de productivité, désormais se trouve dans le cerveau des gens qui travaillent : c'est la machine-outil que chacun d'entre nous porte en lui. C'est cela la nouveauté absolument essentielle de la vie productive aujourd'hui »²⁷.

A la manière de Stendhal, Marx aimait conserver dans ses manuscrits des expressions en anglais ou en français. C'est le cas dans l'unique passage des *Grundrisse* où figure le terme de *general intellect* et dont Gorz²⁸ propose la traduction suivante : « Le développement du capital fixe indique à quel degré le niveau général des connaissances d'une société, knowledge, est devenu force productive immédiate et à quel degré, par conséquent, les conditions du procès vital d'une société [sont] soumises au contrôle du general intellect ». D'autres traductions ignorent la supposée spécificité de cette notion, et la traduisent par *intellect général*, *intelligence générale*, ou l'ignorent superbement²⁹. En réalité, cette expression n'introduit rien qui ne soit déjà présent dans l'analyse du capital fixe et de sa capacité à s'approprier la science comme une force productive directe. Comme il s'agit là d'une tendance permanente du capitalisme, on voit mal comment Marx peut être invoqué aujourd'hui pour parrainer les contresens théoriques d'un Negri qui n'hésite pas à situer le capital « dans le cerveau des gens ».

Les partisans de cette théorie cherchent à substituer la revendication d'un revenu garanti à celle de réduction du temps de travail, comme axe central d'un projet de transformation sociale. Ils s'appuient pour ce faire sur des postulats plus ou moins implicites, et qui sont très discutables, indépendamment même du fait de savoir si une telle approche peut invoquer une filiation marxiste. Le premier renvoie à une sorte d'essentialisme revendicatif, selon lequel le projet d'un revenu minimum serait par nature subversif, en contradiction irréductible et globale à l'égard du rapport salarial, et en correspondance étroite avec les transformations en cours. Pour réaliser cette démonstration, il faut évidemment faire jouer un rôle central à la thèse de la « fin du

²⁵ *Le troisième âge*, p.453.

²⁶ Negri, « Vingt thèses sur Marx », in *Marx après les marxismes*.

²⁷ Antonio Negri, *Exil*, Editions Mille et une nuits, 1998, p.19.

²⁸ André Gorz, *Misères du présent, richesse du possible*, Galilée, 1997, note 1 p.57.

²⁹ respectivement : Editions sociales, tome 2, p.194 ; Editions Anthropos, tome 2, p.223 ; Pléiade, tome 2, p.307.

travail ». La démarche de Negri est sur ce point représentative : « *Aujourd'hui, pour reprendre ce que disent Gorz d'une part, Fitoussi, Caillé ou Rifkin de l'autre, il suffirait, pour garantir le niveau de développement et d'augmentation des rythmes d'automation et d'informatisation qui ont assuré le plein emploi, de travailler deux heures par jour* »³⁰. Ce serait donc une « *mystification pure et simple* » de vouloir maintenir l'emploi « *de la force de travail garantie* ». On peut aussi citer Gorz, qui a décidé de raconter n'importe quoi, en l'occurrence que « *l'industrie postfordiste est le fer de lance d'une transformation en profondeur qui abolit le travail, abolit le salariat et tend à réduire à 2 % la part de la population active assurant la totalité de la production matérielle* »³¹.

Pour rendre crédible ces ordres de grandeur aussi fantaisistes, il faudrait établir, par exemple, que la productivité du travail s'est accélérée au cours de la période récente, ou bien que la quantité totale de travail s'amenuise à une vitesse considérable. Or, c'est le contraire que l'on observe : pour les six principaux pays capitalistes, le nombre d'heures de travail a augmenté de 18 % entre 1972 et 1996 (voir tableau 1). Il y a donc progression, et même progression plus rapide qu'entre 1960 et 1972 (0,7 % par an, au lieu de 0,4 %). En Europe, le volume de travail a reculé, mais il n'a baissé que de 17 % en un tiers de siècle et tend à se stabiliser depuis le début des années quatre-vingt.

On peut poursuivre cette horrible petite arithmétique sur le cas français. Deux heures par jour, c'est tout au plus 500 heures par an (50 semaines à 5 jours). En France, en 1996, on a effectué un peu plus de 37 milliards d'heures de travail (22,4 millions de personnes à 1640 heures par an selon l'OCDE). Si ce même nombre d'heures était assuré par des personnes travaillant 500 heures par an, il faudrait en employer 73 millions, ce qui excède la population française totale. En revanche, il suffirait de réduire de 1/6 la durée du travail (de 1500 à 1250 heures par an), pour augmenter de 20 % le potentiel d'emplois, soit de 4,5 millions de personnes.

Tableau 1. Volume de travail

	1960	1972	1996
Etats-Unis	130	158	247
Japon	107	114	123
Europe*	192	175	159
Allemagne**	56	51	43
France	41	41	37
Royaume-Uni	52	47	45
Italie	43	36	35
G6	428	447	529

Milliards d'heures de travail. Source : OCDE

* quatre principaux pays ** hors ex-RDA

Que faut-il de plus pour infirmer cette thèse ? On peut certes relativiser ces estimations, mais on est tellement loin du rétrécissement annoncé qu'aucun correctif ne permettra de rétablir un diagnostic plus conforme à une vision aujourd'hui très répandue. Une position de repli consiste à dire qu'il faut comprendre cette thèse en dynamique, que nous n'en sommes qu'au début de la fin du travail, et que ses effets demeurent encore potentiels. Mais il s'agit alors d'un tout autre discours, qui remet justement la question de la réduction du temps de travail et de ses modalités au centre du débat.

³⁰ Negri, *Exil* p.35.

³¹ *Misères du présent, richesse du possible*, p.80.

Autrement dit, nous sommes loin d'une société d'abondance où le temps de travail social se serait d'ores et déjà rétréci comme une peau de chagrin, de telle sorte qu'il serait vain de vouloir le réduire encore. On peut même partager l'idée des théoriciens du *general intellect* selon laquelle la production passe de plus en plus par la flexibilité, la formation, la requalification continue de la force de travail, la production scientifique et ses langages, et même, pourquoi pas, par « *la construction d'une communauté d'affects* ». Mais il faut bien en relativiser la portée, et comprendre que cette production indirecte de valeur est ensuite appropriée par le capital qui continue à structurer l'ensemble de la société. Considérer comme achevé le processus d'émergence d'une « intellectualité de masse » conduit à la fausse perspective d'un communisme venant spontanément occuper les béances du temps échappant au contrôle du capital. Gorz a sur ce point parfaitement raison de qualifier de « *délire théoricien* » les propositions de Lazzarato et Negri, pour qui « *le capital devient un appareil vide, de contrainte, un fantasme, un fétiche* ». Selon ces mêmes auteurs « *le processus de production de subjectivité, c'est-à-dire le processus de production tout court, se constitue hors du rapport au capital, au sein des processus constitutifs de l'intellectualité de masse, c'est-à-dire dans la subjectivisation du travail* »³².

Une telle conception débouche logiquement sur une théorisation pour le moins originale du dépassement du capitalisme. Celui-ci serait déjà devenu un « *parasite* », désormais incapable « *de maîtriser unilatéralement la structure du processus du travail, à travers la division du travail manuel et intellectuel* »³³. Symétriquement, le travail « *s'est émancipé par sa capacité à devenir intellectuel, immatériel ; il s'est émancipé de la discipline d'usine* ». On ne peut s'empêcher, à lire ces lignes, de se demander comment il est possible d'ignorer à quel point le travail salarié tend au contraire à se durcir, et à être directement soumis aux exigences du capital. Mais si l'on admet ces propositions, si l'on fait du jeune intermittent la figure majoritaire du prolétariat contemporain, alors la mise en place d'un salaire garanti est le moyen le plus direct d'accélérer un « *processus révolutionnaire* » déjà engagé, que Negri observe avec ravissement : « *une des choses les plus belles aujourd'hui, c'est précisément le fait que cet espace public de liberté et de production commence à se définir, portant vraiment en lui la destruction de ce qui existe comme organisation du pouvoir productif, et donc comme organisation du pouvoir politique* ». Devant une telle évidence, Negri n'a qu'une seule et assez jolie question : « *Et ce que je ne comprends pas, c'est comment on peut résister à cela* ». Mais c'est le capital qui, non seulement résiste, mais reprend, à sa manière, sous une forme évidemment dévoyée, l'exigence de salaire garanti : « *A une masse de pauvres, à des gens qui travaillent mais qui ne réussissent pas à s'insérer de manière constante dans le circuit du salaire, on attribue un peu d'argent afin qu'ils puissent se reproduire et qu'ils ne provoquent pas de scandale social* ». Negri voit donc bien le danger mais persiste à penser qu'une telle récupération est impossible, et il a cette formule étonnante : « *Mais le problème du salaire garanti est tout autre* »³⁴.

A cet optimisme radical, qui postule que la version subversive du revenu garanti l'emportera en vertu de sa supériorité intrinsèque, on peut adresser une seconde objection, qui porte sur la séparabilité entre la sphère du travail salarié et celle du « hors-travail ». On rencontre ici la version en quelque sorte qualitative de la fin du travail, qui consiste à dire que ce qui se passe dans la sphère du travail salarié importe de moins en moins. Si le quantum de travail se réduit

³² Maurizio Lazzarato et Antonio Negri, *Futur antérieur* n°6, cité par André Gorz, *Misères du présent, richesse du possible*.

³³ *Exil*, p.20.

³⁴ *Exil*, p.33.

en effet à deux heures par jour, ou à quelques semaines par an, il est assez subalterne de savoir si ce travail est pénible, intense, aliéné, etc. puisque, de toute manière, la vraie vie est ailleurs.

Il y a donc une dialectique entre les deux volets de la thématique de la fin du travail : les gains de productivité réduisent en même temps le nombre d'heures de travail contraint et la significativité de cette contrainte. « *Bien entendu, le capital a gagné* », selon une autre formule à l'emporte-pièce de Negri, mais cette victoire est une victoire fantasmatique, puisque les nouveaux lieux de création de richesse sociale lui échappent. Encore une fois, cette thèse est fondamentalement en porte-à-faux avec la réalité du capitalisme contemporain qui durcit les conditions d'existence des salariés et se permet, à travers la menace du chômage, d'avoir le beurre et l'argent du beurre, autrement dit leur soumission, en même temps que leur implication³⁵. On ne voit pas, dans ces conditions, comment les travailleurs pourraient gagner sur le terrain du salaire garanti, tout en reculant totalement sur le terrain du rapport salarial. On a envie de reprendre à son compte l'affirmation de Simone Weil, selon laquelle : « *Nul n'accepterait d'être esclave deux heures ; l'esclavage, pour être accepté, doit durer assez chaque jour pour briser quelque chose dans l'homme* »³⁶. On ne voit surtout pas quel intérêt les travailleurs pourraient avoir à abandonner un terrain – celui du temps de travail – pour en privilégier un autre – le revenu – sur lequel il serait plus facile de marquer des points. Le discours sur la fin du travail joue ainsi un rôle dangereux de brouillage, car son effet est de déstabiliser les initiatives des salariés en déconsidérant les objectifs qu'ils se donnent : les pauvres sots rêvent encore de revenir au plein emploi alors que c'est une idée révolue, ils s'obstinent à lutter sur les salaires et le temps de travail, alors que tout cela est subalterne. Ils feraient mieux d'exiger un revenu garanti ! Il y a là un discours de désorientation, qui rejoint un certain nombre d'affirmations du patronat, et prend les organisations de salariés à contre-pied.

Les conclusions que nous voudrions, à titre provisoire, proposer ici se situent sur un double terrain. Du côté des pratiques sociales, l'expérience disponible tend à montrer que progresse la compréhension d'une stratégie prenant en quelque sorte en tenailles l'exploitation capitaliste. Puisque, pour reprendre un slogan longuement travaillé, « *Dedans c'est la galère, dehors c'est la misère* », il faut combiner l'action pour l'obtention de droits immédiats et celle pour une réduction massive du temps de travail. Opposer cette dernière à la perspective du revenu minimum, c'est mettre en concurrence deux projets qui ne sont sans doute pas équivalents, mais qui ne peuvent que se renforcer l'un l'autre. La fusion de ces deux combats suppose que soient dépassées les divisions qui existent objectivement entre ceux qui ont un travail et les exclus, avec toute une gamme de situations et de trajectoires intermédiaires. La complémentarité s'articule autour de l'intérêt commun des chômeurs et des salariés à ce que la réduction du temps de travail soit pleinement créatrice d'emplois, les chômeurs parce qu'ils pourront alors être embauchés, et les salariés, parce que ces embauches proportionnelles garantissent que le travail ne sera pas intensifié. Ce processus de lutte contre le chômage est alors porteur d'une transcroissance nécessaire, en tout cas possible, qui mène de la défense de l'emploi à une véritable remise en cause de la logique capitaliste de production, non pas à sa périphérie mais en son coeur. Ce qui est ainsi mis à l'ordre du jour, c'est bien le communisme défini comme la réappropriation par les travailleurs de la richesse qu'ils produisent, sous forme de temps libre.

³⁵ Thomas Coutrot, *L'entreprise néo-libérale, nouvelle utopie capitaliste ?*, La Découverte, 1998.

³⁶ Simone Weil, *La condition ouvrière*, citée par Pierre Naville, *De l'aliénation à la jouissance*, Editions Anthropos, 1970, p.488.

Cela ne peut se faire sans transformer aussi le processus de travail, sans le révolutionnariser. Cette dialectique entre les deux versants d'une lutte radicale contre le chômage, ne fait après tout que retrouver l'une des intuitions centrales de Marx, qui se distingue clairement des utopies d'un Negri ou d'un Gorz qui ont pour trait commun d'abandonner la sphère productive au capital. Or, on ne peut se libérer, grâce au temps libre, des contraintes du travail, sans modifier par contrecoup les conditions d'exercice du travail contraint qui demeure. Lutte pour le temps libre et lutte pour le contrôle sur les conditions de travail sont donc les deux faces d'un même projet d'émancipation : « *Le temps libre – pour le loisir aussi bien que pour les activités supérieures – transformera tout naturellement celui qui en jouit en un individu différent, et c'est cet homme transformé qui se présentera ensuite dans le processus de production immédiat* »³⁷. Un peu plus tard, Marx résumera la même idée en une formule remarquable : « *le temps de travail d'un homme disposant de temps libre est forcément de qualité plus élevée que le temps de travail de la simple bête de somme* »³⁸.

Donc, de deux choses l'une : ou la lutte engagée pour l'emploi est vidée de son contenu et transformée en une nouvelle étape vers la flexibilité généralisée, mais on ne voit pas comment cet échec pourrait être assorti d'avancées sur le terrain des revenus. Ou alors, les combats très concrets pour une bonne réduction du temps de travail mettent en action un mouvement qui conduit logiquement à une remise en cause globale de la société capitaliste. La lutte pour le droit à l'emploi débouche alors sur un contrôle des conditions de travail et sur une convergence avec les aspirations des chômeurs autour de la question des embauches proportionnelles et de la défense des droits sociaux ; la nécessité de faire reculer la précarité pose en termes renouvelés la question des inégalités hommes-femmes autour de la mise en cause du travail à temps partiel contraint ; enfin, la nécessité de répondre aux arguments de compétitivité dessine les bases d'un nouvel internationalisme, avec un projet d'extension au niveau européen. L'alternative se refonde alors dans le mouvement engagé, ce qui évoque une autre formule fameuse de Marx et Engels : « *Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel* »³⁹.

Quant aux propositions plus théoriques avancées ici, on peut les résumer de la manière suivante. Il existe chez Marx deux niveaux de lecture des contradictions du capital. Le premier s'appuie sur la présentation classique de la baisse tendancielle du taux de profit, qui repose sur un postulat de baisse relative du salaire réel. Or, la phase dite fordiste a, jusqu'à un certain point, invalidé ce paradigme. Elle l'a en tout cas fortement relativisé, en réunissant les conditions d'une accumulation intensive, abondamment décrite depuis. Mais il existe un second niveau de crise, développé dans les *Grundrisse*, qui renvoie à la contradiction entre la loi de la valeur et le développement de la productivité sociale et apparaît comme particulièrement adapté à la réalité du capitalisme contemporain. Le capital ne refuse pas aujourd'hui de satisfaire les besoins sociaux parce qu'il faudrait augmenter les salaires, il refuse au contraire d'augmenter les salaires parce que les besoins sociaux dont ils sont porteurs ne sont pas adéquats à sa propre logique. Une telle contradiction, parce qu'elle touche à ses racines, ne peut être surmontée que par le dépassement ou par l'involution régressive d'un mode de production désormais « *étriqué* ».

³⁷ *Grundrisse*, tome 2, p.230.

³⁸ Karl Marx, *Histoire des doctrines économiques*, Editions Costes, tome VII, p.122. Pour une traduction plus lourde, voir *Théories sur la plus-value*, Editions sociales, tome 3, p. 301-302.

³⁹ *L'idéologie allemande*, p.64.